RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

François Mitterrand

La seule idée de la droite
est de garder le pouvoir.
Mon premier projet
est de vous le rendre.

François Mitterrand

La France, notre patrie

Je veux d'abord vous parler de la France. Dans le tumulte qui a suivi la mort du président de la République, on aurait pu la croire oubliée.

Voilà pourquoi mes premiers mots seront pour elle. La France, ce n'est pas seulement un Etat dont on peut décompter le nombre d'habitants et de kilomètres carrés. Ce n'est pas seulement un ensemble de biens matériels qui en font l'un des grands pays du monde.

C'est aussi une façon d'être et de penser, un héritage de l'histoire, un langage de la culture, un tissu serré d'êtres, de choses, une vie venue de loin, transmise de génération en génération et qu'il s'agit de perpétuer.

C'est aussi un peuple, le nôtre, qui, maintenant, doit prendre en charge son destin.

Le sens de ma candidature

Ce n'est pas au nom d'un parti que je m'adresse à vous. Si je suis le candidat de la gauche, je le dois à la confiance des formations politiques et syndicales qui me l'ont demandé, à la confiance des millions de Français qui m'ont déjà aidé, soutenu, depuis bientôt dix ans.

Libre de mes décisions et de mon action, je resterai fidèle à la ligne politique que je vous ai constamment proposée. Mon rôle n'est pas de vous présenter un programme : c'est la tâche du gouvernement. Il est de m'engager devant vous sur des options fondamentales, celles du programme commun de la gauche, en les élargissant au projet de société que le socialiste que je suis, de cœur et de raison, entend, si vous m'en donnez mandat, mettre en œuvre.

Je suis en effet socialiste. Comme le sont le Chancelier Brandt en Allemagne, le Chancelier Kreisky en Autriche, Harold Wilson, Premier ministre de Grande-Bretagne, Olaf Palme, Premier ministre de Suède, Trygve Bratelli, Premier ministre de Norvège, Joop den Uyl, Premier ministre de Hollande, pour ne citer que quelques dirigeants politiques d'Europe occidentale. Mais la situation de la France est différente de celle de ses voisins. Les forces populaires de notre pays y sont représentées par plusieurs grands partis qui se sont naguère combattus.

Du coup, la droite a pris le pouvoir et ne veut pas l'abandonner. Le pays tout entier supporte aujourd'hui les fâcheuses conséquences de cet état de choses. Nous avons donc voulu tous ensemble réunir, rassembler la gauche. C'est chose faite grâce à l'esprit unitaire de chacun. Il s'agit maintenant de rechercher avec vous, mes chers compatriotes, les voies du progrès, de la liberté et de l'unité nationale.

La droite : un bilan de crise

L'élection présidentielle qui se déroulera le 5 mai prochain survient à un moment où notre pays traverse une crise économique et sociale profonde.

La hausse des prix (15 à 18 % pour 1974) et la faiblesse du franc (qui a perdu 80 % de sa valeur par rapport au mark depuis 15 ans et 50 % depuis 5 ans) sont les signes d'un déséquilibre qui s'accroît chaque jour. La vie est de plus en plus difficile pour l'immense majorité des Français. Le nombre des faillites et liquidations judiciaires bat ses records chez les commerçants. Les petites et moyennes entreprises tombent sous la coupe des banques et du grand capital. Le revenu des agriculteurs, déjà faible, stagne. Les éleveurs vendent mal ou ne vendent pas leur cheptel. Les salariés et les personnes à revenu fixe voient avec angoisse leur pouvoir d'achat diminuer, les épargnants perdent leurs économies.

Il n'est pas besoin d'être expert pour constater cette dégradation : la ménagère, la mère de famille, les femmes de notre pays qu'assaillent tant de soucis quotidiens le savent mieux que personne. Elles s'inquiètent pour l'éducation et pour l'entrée de leurs enfants dans la vie professionnelle, pour la sécurité de l'emploi, pour la tranquillité des vieux jours. Elles ont besoin de croire en l'avenir.

"Cette crise" disent les dirigeants actuels "est une crise mondiale qui nous dépasse." Mais la vérité est autre : au sein du Marché commun, c'est en France que les prix ont monté le plus haut ; c'est en France que les salaires sont restés les plus bas (alors que le nombre d'heures de travail est le plus élevé). C'est en France que règne la plus grave inégalité sociale. Comment ne pas s'étonner d'entendre les hommes qui durant ces dernières années ont dirigé ou dirigent encore les affaires publiques faire assaut de promesses pour obtenir vos suffrages dans cette campagne présidentielle ? Ils ont eu le temps d'agir.

Et voilà leur bilan !

Pour une politique nouvelle

Une politique nouvelle peut inverser le cours des choses. Il n'y a pas, dans une société industrielle avancée comme la nôtre, de fatalité du malheur. Tout dépend de l'accord entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés.

Ceux qui gouvernent doivent avoir la volonté de changer cette société en supprimant ses misères, en réduisant ses inégalités et ses injustices, en transformant ses structures, en appelant tous et chacun à prendre conscience de ce qu'ils sont, de ce qu'ils peuvent.

Ceux qui sont gouvernés doivent être informés constamment afin d'exercer leur contrôle. La véritable démocratie se mesure au degré de formation, d'information, de responsabilité des citoyens dans leurs diverses collectivités locales et nationales, des travailleurs dans l'entreprise. Alors, il sera possible de créer un climat de concorde et de tolérance sans lequel toute tentative de redressement serait vaine.

Cette politique, je l'ai définie par les prises de position publiques que j'ai multipliées. J'en ai développé l'essentiel autour de cinq thèmes principaux :

- la France plus présente,
- un peuple plus fraternel,
- une monnaie plus forte,
- une société plus juste,
- des hommes plus libres.

Elu à la présidence de la République, tels seront mes objectifs.

La France plus présente

Cela veut dire que notre diplomatie sera plus active, à **Bruxelles** où doit se construire et se structurer **l'Europe des Neuf**, à **Helsinki** où l'Est et l'ouest de l'Europe recherchent les bases de la **sécurité collective** – et qu'elle ira, à **Vienne** et à **Genève** où l'on discute du désarmement.

Je souhaite la disparition progressive des blocs militaires mais j'estime que la sécurité du pays exige de ne pas quitter le système d'alliances où nous sommes sans en avoir créé un autre.

Tout en gardant l'amitié du peuple américain qui nous est précieuse, ses dirigeants devront comprendre que l'indépendance nationale, droit d'un peuple à disposer de lui-même, ne peut être marchandée.

Quant à la crise du pétrole et à la hausse des matières premières, elles annoncent un tournant des échanges internationaux et obligent à repenser les rapports entre pays industriels et pays en voie de développement. C'est un sujet auquel je suis personnellement très attaché.

Un peuple plus fraternel

La société de nos pères n'existe plus. La société des villes modernes n'existe pas encore : au lieu de les bâtir pour le bien-être de ceux qui y vivent, on les a bâties pour le bénéfice de quelques-uns. L'homme est à la recherche d'une **communauté** où il rencontrera des frères et non l'indifférence. L'école au service de tous, le droit à la ville, à la nature, à la protection de l'environnement, aux équipements collectifs, au logement et aux transports en commun de qualité sont des impératifs immédiats.

Ce problème, le plus important peut-être, ne sera pas résolu par de bonnes intentions, mais par une politique cohérente et vigoureuse, celle que définit précisément le programme commun.

Une monnaie plus forte

Vouloir une monnnaie plus forte, c'est rejeter la pratique actuelle de dépréciation constante du franc. C'est revaloriser le travail français et le franc. C'est diminuer pour l'avenir le prix de nos importations. C'est rétablir la clarté dans les échanges internationaux. C'est mettre en mesure le pays de respecter ses engagements.

C'est lui permettre de rétablir une parité fixe avec nos partenaires européens en réintégrant dès que possible et sur des bases nouvelles ce que les techniciens appellent le "serpent" communautaire. En finir avec le recul du franc et s'organiser pour reprendre le terrain perdu commande une politique de volonté nationale.

A cette fin, ma politique économique se déroulera en trois temps : 6 mois, 18 mois, 5 ans. Ses grandes lignes ont été diffusées pendant la campagne présidentielle. Je les ai commentés plusieurs fois à la radio et à la télévision. **Stopper d'abord l'inflation** (l'inflation est un impôt sur les petits patrimoines et une subvention aux grandes fortunes), créer ensuite les conditions du **changement** (en particulier par la restructuration industrielle et le renforcement du secteur public), préparer enfin un nouveau modèle de **croissance** : ce plan anti-inflation que je préconise s'oppose aussi bien au dirigisme technocratique qu'au "pilotage à vue" des gouvernements de droite.

Une société plus juste

Une société plus juste est la condition d'une monnaie forte. Mais une politique sociale doit s'inscrire dans le cadre de la croissance ou bien elle distribue de la fausse monnaie. C'est pourquoi il ne faut plus que la charge principale de l'inflation soit, comme c'est le cas actuellement, supportée par ceux qui reçoivent des revenus fixes dont le pouvoir d'achat s'effrite avec la hausse des prix.

D'où la nécessité dès maintenant de fixer le S.M.I.C. à 1200 Francs par mois, de décider l'échelle mobile des salaires et l'indexation de l'épargne, de relever considérablement le minimum vieillesse, d'assurer un minimum aux jeunes hommes et femmes à la recherche d'un premier emploi, ainsi qu'aux chômeurs et aux handicapés, de garantir l'emploi, d'augmenter les allocations familiales.

Il conviendra ensuite, parmi d'autres mesures, de réaliser la justice fiscale, de rendre leurs droits aux rapatriés et aux anciens combattants, de réduire la durée du travail (notamment retraite à 60 ans, 5ᵉ semaine de congés payés). Ainsi sera possible l'égalité des chances.

Des hommes plus libres

Avant le mois de Juin, je demanderai au gouvernement de soumettre au Parlement un projet de loi portant **"Charte des libertés"**.

Cette charte aura pour objet de restaurer les grands principes de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, de garantir la vie privée contre la toute puissance des techniques, de définir avec les libertés locales "le droit à la différence" des collectivités de base (pouvoirs réels à la région, enseignement et diffusion des langues et des cultures régionales), et de débarrasser notre législation des atteintes au droit (tribunaux et procédures d'exception).

Je déclare solennellement que la **"Charte des libertés"** sera annexée à la Constitution.

Mes chers compatriotes, élu Président de la République, j'appliquerai la Constitution de notre pays. Je nommerai un Premier ministre que je choisirai parmi les députés socialistes. Le gouvernement sera constitué à l'image de la majorité présidentielle. Il se présentera devant l'Assemblée nationale et engagera son existence sur son programme. Si l'Assemblée nationale ne lui accordait pas sa confiance, ce serait alors à vous de décider.

VIVE LA REPUBLIQUE, VIVE LA FRANCE!

François MITTERRAND

VU : LE CANDIDAT.

la néogravure - paris



François Mitterrand